GREFFE
du Tribunal de Commerce de
SENLIS
CITE JUDICIAIRE
60300 SENLIS Tel : 44.53.87.00

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
ABCIS PICARDIE
Rue des droits de l'homme
et du citoyen

60740 SAINT MAXIMIN

Dépôt effectué par :

Société
CICA Sa Jardines
738 Rue Yves Kermen
BP 95

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Numéro RCS : SENLIS B 477 180 822 <2141/1987B00164>

Pièces déposées le 30/11/2001 Numéro : 2102323
P.V. D'ASSEMBLEE du **18/06/2001** - REDUCTION CAPITAL CONVERS.EURO - MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL
STATUTS MIS A JOUR

*** CE BORDEREAU N'EST PAS UNE FACTURE A PAYER ***

Le Greffier,

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
25 OCT. 2001
PRINCIPALE DE CREIL EXT
Vol. 7 F° 30 N° 332 Case 03
Xerox remis le 25/10/01
REÇU CINQ CENTS FRANCS
Le Receveur Principal
G. LACÔTE

ABCIS Picardie
Société par Actions Simplifiée au capital de 3.150.000 euros
Siège social : rue des Droits de l'Homme et du Citoyen 60740 ST MAXIMIN
477 180 822 RCS SENLIS

DECISION DU PRESIDENT
EN DATE DU 2 OCTOBRE 2001

Le 2 octobre 2001,

PUBLICATA

Monsieur Alain DUYRAT, Président de la société ABCIS Picardie, a pris la décision suivante :

REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 18 juin 2001, l'actionnaire unique a décidé la réduction de capital d'un montant de 700.000 € par voie de rachat de 700.000 actions de 1 euro nominal.

Le Président constate :

- que le procès verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2001 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Senlis le 23 août 2001 ;
- que l'avis de réduction de capital a été publié le 8 août 2001 dans le journal d'annonces légale « Picardie - La Gazette » ;
- qu'aucune opposition n'a été signifiée à la Société dans le délai légal par un créancier quelconque, titulaire d'une créance antérieure au dépôt de l'Assemblée Générale Mixte au Greffe du Tribunal de Commerce de Senlis conformément à l'attestation reçue ce jour.

En conséquence, le Président annule les 700.000 actions ainsi rachetées le 2 octobre 2001 et constate en tant que de besoin, que la modification corrélative des statuts décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2001 est devenue définitive, à effet de cette date.

Le Président délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, en vue d'effectuer toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le acte, lequel, après lecture, a été signé par le Président.

Le Président
Alain DUYRAT

ABCIS Picardie
Société par Actions Simplifiée au capital de 3.150.000 euros
Siège social : rue des Droits de l'Homme et du Citoyen 60740 ST MAXIMIN
477 180 822 RCS SENLIS

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 18 JUIN 2001

L'an deux mille un,
et le 18 juin, à 10 heures,
l'Assemblée Générale Mixte de la société s'est réunie au siège social, sur convocation faite par le Président.

Monsieur Alain DUYRAT préside la réunion en sa qualité de Président de la société.

Monsieur José VIEGAS, en sa qualité de Directeur Général de la société Cica, associé unique, assiste à la réunion,
Mademoiselle Nathalie FALAUX assume les fonctions de secrétaire.

BEFEC PRICE WATERHOUSE, Commissaire aux comptes, régulièrement convoqué, n'assiste pas à la réunion.

L'Assemblée, réunissant la totalité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation,
- le rapport du Président,
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes,
- le texte des résolutions proposées à l'Assemblée,
- les statuts.

Puis le Président déclare que son rapport, le texte des résolutions, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

Décisions Ordinaires :

- Distribution de réserves,
- Autorisation d'emprunt,

Décisions extraordinaires

- Extension de l'objet social,
- Réduction de capital non motivée par des pertes,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs.

Le Président donne lecture de son rapport. Puis, il fait donner lecture du rapport du Commissaire aux Comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Décisions Ordinaires

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de distribuer la somme de 31.500 francs prélevée sur le poste « autres réserves ».
Ainsi, il reviendra à chacune des 3.150.000 actions composant le capital social, un dividende net de 0,01 francs, sans avoir fiscal.

L'Assemblée décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 25 juin 2001.

Cette résolution est adoptée par l'associé unique.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de recourir à un prêt amortissable auprès de CICA FINANCE pour un montant total d'environ 8.000.000 francs, dans les conditions suivantes :

Montant : 8.000.000 francs
Durée : 4 ans
Remboursement : trimestriel à terme échu
Intérêt annuel : Euribor + 140 points de base

L'Associé Unique autorise la conclusion de cet emprunt et donne tous pouvoirs à Monsieur Alain DUYRAT, à l'effet de signer tous les documents nécessaires.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

Décisions Extraordinaires

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société relatif à l'objet social qui est désormais libellé comme suit :

« La Société a pour objet :

- l'achat, la vente, l'échange et la réparation des voitures automobiles et de leurs accessoires
- la location de véhicules automobiles, neufs ou d'occasion, sans chauffeur,
- l'entreprise de garage,
- la participation à un système intra-groupe de centralisation de trésorerie,

et généralement toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet principal ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.»

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, décide de réduire le capital social d'un montant de 700.000 euros et de le ramener ainsi de son montant actuel de 3.150.000 euros à 2.450.000 euros, par voie de rachat de 700.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, au prix de 2 euros par actions, lui appartenant, en vue de leur annulation.

La différence entre la valeur nominale des actions rachetées et le prix de rachat sera imputée sur la prime d'émission.

Les actions rachetées seront annulées conformément à la Loi et aux Règlements et ne donneront pas droit au dividende mis en distribution au titre de l'exercice en cours lors de la réduction du capital.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser et de constater le rachat et l'annulation du nombre d'actions ainsi décidé.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique constate que les actions seront annulées et que la réduction de capital sera définitive dès lors que le Président constatera qu'aucune opposition n'a été faite dans le délai légal par un créancier quelconque.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

QUATRIEME RESOLUTION

Sous réserve de la réalisation définitive de la réduction de capital prévue aux résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier comme suit les articles 6-1° et 6-2° des statuts :

« **Article 6-1°**

Il est rajouté l'alinéa suivant :

Lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 18 juin 2001, il a été décidé une réduction de capital d'une somme de 700.000 € par voie de rachat de 700.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Article 6-2°

Le capital social est fixé à la somme de 2.450.000 euros. Il est divisé en 2.450.000 actions d'une seule catégorie de 1 euro chacune, libérées intégralement de leur valeur nominale ».

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

DERNIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, en vue d'effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL

Le Président
Alain DUYRAT

L'Associé
José VIEGAS

Le Secrétaire
Nathalie FALAUX

ABCIS Picardie
Société par Actions Simplifiée au capital de 2.450.000 euros
Siège social : rue des Droits de l'Homme et du Citoyen 60740 ST MAXIMIN
477 180 822 RCS SENLIS

STATUTS

I/ FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

1- FORME

La Société Anonyme anciennement dénommée CENTRE DE DISTRIBUTION AUTOMOBILE – CDA est transformée à compter du 7 mai 2001 en Société par Actions Simplifiée. Désormais, la société est régie par les lois et règlements en vigueur concernant les Sociétés par Actions Simplifiée ainsi que par les présents statuts.

Cette société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

2- DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **ABCIS Picardie**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " Société par actions simplifiée " ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

3- OBJET

La Société a pour objet :

- l'achat, la vente, l'échange et la réparation des voitures automobiles et de leurs accessoires
- la location de véhicules automobiles, neufs ou d'occasion, sans chauffeur,
- l'entreprise de garage,
- la participation à un système intra-groupe de centralisation de trésorerie,

et généralement toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet principal ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

4- SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est à ST MAXIMIN (60740) rue des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Il peut être transféré en tout endroit en France, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des associés. En cas de transfert, le Président est habilité à modifier les statuts en conséquence.

5- DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

II / CAPITAL – ACTIONS

6- APPORTS - CAPITAL SOCIAL

1° APPORTS

Lors de la constitution de la société le 17 mai 1956, il a été fait apport de :	200.000 F
Lors de l'assemblée générale mixte du 30 juin 1981 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	2.000.000 F
- une réduction de capital motivée par des pertes	-1.200.000 F
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 19 mars 1984 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	1.000.000 F
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 24 novembre 1986 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	3.000.000 F
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre 1987 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	5.000.000 F
Lors de l'assemblée générale mixte du 24 juin 1992 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	3.500.000 F
- une réduction de capital motivée par des pertes	-3.400.000 F
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 1998 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	3.000.000 F
Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 31 juillet 2000 , il a été décidé :	
- une augmentation de capital par apport en numéraire de	7.500.000 F
TOTAL	**20.600.000 F**
Lors de l'assemblée générale mixte en date du 7 mai 2001, il a été décidé :	
- la conversion du capital social en euros	3.140.449,7550 €
- une augmentation de capital d'une somme de 9.550,24491 € par incorporation de réserves pour arrondir le capital social	9.550,24491 €
Lors de l'assemblée générale mixte en date du 18 juin 2001, il a été décidé une réduction de capital d'une somme de 700.000 € par voie de rachat de 700.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune	-700.000 €
TOTAL	**2.450.000 €**

2° CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.450.000 euros. Il est divisé en 2.450.000 actions d'une seule catégorie de 1 euro chacune, libérées intégralement de leur valeur nominale.

7- AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, sur rapport de la Direction de la Société, ou par décision de l'associé unique.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

8- LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

9- REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est réduit par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire ou par décision de l'Associé Unique, qui peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

10- FORME DES ACTIONS – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

11- CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé par le cédant ou son mandataire. Le mouvement est mentionné sur les registres.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3°- Cession par l'associé unique :

Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

4°- Pluralités d'associés :

4-1 En cas de pluralité d'associés, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de l'Assemblée Générale Ordinaire.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire (nom et prénom, date et lieu de naissance, adresse ou, en cas de cession à une société, dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente.

L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'Assemblée Générale Ordinaire, le cédant ne prenant pas part au vote, soit du défaut de réponse dans le délai de un mois à compter de la demande.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide soit de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de deux mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

Si, à l'expiration du délai de deux mois ci-dessus prévu l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

4 -2 Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, et à toutes mutations d'actions, que ce soit par apport ou dans le cadre d'opérations de fusion ou de scission.

4-3 Cependant, toutes cessions ou mutations à une société contrôlée au sens de l'article L 233-3 du code de commerce par JIMH France SA (393 157 714 RCS NANTERRE) ou Cica (392 212 650 RCS NANTERRE) ainsi que toutes cessions ou mutations entre associés sont libres.

4 -4 En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

12- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

4 - La possession d'une action emporte de plein droit adhésion au statuts et aux décisions régulièrement prises par le ou les associés.

III / DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE.

13- PRESIDENT

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés qui peut le révoquer à tout moment, sans avoir à justifier d'un quelconque motif.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserves de prévenir l'associé unique ou les associés dans un délai raisonnable.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La cessation des fonctions de Président ne peut donner lieu à indemnité de rupture.

14- POUVOIRS DU PRESIDENT

1 - Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées par les associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette limitation ne puisse être opposée aux tiers, le Président ne pourra prendre les engagements et les dispositions suivantes qu'après autorisation de la collectivité des associés ou de l'associé unique :

- emprunt
- caution, aval et garantie
- prise ou cession de participations
- achat ou vente d'immeuble
- achat ou vente de fonds de commerce.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

3 - Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits attribués par la loi auprès du Président.

15- AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés sur la proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

16- REMUNERATION DE LA DIRECTION

La rémunération du Président et celle des dirigeants est déterminée par l'organe habilité à procéder à leur nomination.

17- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA DIRECTION

1 – Associé unique – Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées sur le registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant sont soumises à l'approbation de l'associé. L'associé unique statue sur le rapport du Commissaire aux Comptes.

2 – Pluralité d'associés – La Direction doit aviser le Commissaire aux Comptes des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et le Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du code de commerce.

Le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ces rapports aux conditions des décisions ordinaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

3 – Les dispositions prévues aux articles 17-1 et 17-2 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la société.

18- COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décisions collective des associés ou par l'associé unique.

IV / DECISIONS COLLECTIVES

19- ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation des résultats,
- approbation des conventions entre la Société et ses dirigeants,
- nomination, renouvellement et révocation du Président et des dirigeants,
- nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution,
- prorogation de la durée de la Société,
- transformation de la Société,
- adoption ou modification des clauses visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 (clause d'inaliénabilité, d'agrément, de cession forcée),
- toutes modifications statutaires.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre coté et paraphé.

20- PLURALITE D'ASSOCIES

1°- Les décisions des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois devront être obligatoirement prises en Assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux Comptes ou d'un Commissaire aux Apports.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président. Tout associé peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

Elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes. Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'Assemblée par lettre simple ou recommandée, par télécopie ou par e-mail, adressé à chaque associé. Dans tous les cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

2 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

3 - Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou par tiers de son choix justifiant d'un mandat.

4 - Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée.

L'Assemblée peut désigner un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres présents (et le Secrétaire) et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président (ou le Secrétaire).

5 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

6 - L'Assemblée Générale Ordinaire prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation des résultats,
- approbation des conventions entre la Société et ses dirigeants,
- nomination, renouvellement et révocation du Président et des dirigeants,
- nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux Comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un quart des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

7 - L'Assemblée Générale Extraordinaire prend les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution,
- prorogation de la durée de la Société,
- transformation de la Société,
- adoption ou modification des clauses visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 clause d'agrément, d'inaliénabilité, de cession forcée),
- toutes modifications statutaires.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à :
- l'inaliénabilité des actions,
- l'agrément lors des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé,
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

21- DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

Ces documents seront tenus à la disposition des associés au siège social de la société.

V / EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

22- EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

23- INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce. Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

24- AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

25- MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

VI / CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION.

26- CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont

pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

27- TRANSFORMATION

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.
La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

28- DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

VII / CONTESTATIONS

29- CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

STATUTS MIS A JOUR
A LA SUITE DE L'AGM DU 18 JUIN 2001

Pour copie certifiée conforme
Le Président